

## LA POLITIQUE D'IMPORTATION GAZIERE DE L'UE : "UNE VOIE A SENS UNIQUE"

*Vassili Zoubkov,  
observateur économique de RIA-Novosti*

La Russie est mécontente de la nouvelle stratégie d'importation du gaz initiée par l'Union européenne. Igor Youssoufov l'a critiquée, en avançant force arguments. Selon le ministre russe de l'Energie, non seulement la libéralisation du marché européen du gaz en 2004 et le passage à des contrats spot à court terme entraîneront une revente massive de cette matière première russe par les compagnies opératrices, notamment celles travaillant dans le transit et le pompage du gaz, mais ils risquent aussi, globalement, de faire chuter les prix du gaz.

La revente, en tant que telle, a commencé de manière spontanée voilà une dizaine d'années. Certains pays, profitant des tarifs avantageux dont ils bénéficiaient pour le gaz en raison des préférences politiques de la Russie, tarifs fixés dans des contrats interétatiques à long terme (ils concernent aujourd'hui 75% environ des livraisons de gaz russe), ont entrepris de revendre ce gaz à des pays tiers. Ils en ont tiré des profits substantiels. Si bien qu'aujourd'hui, pour reprendre les termes d'Igor Youssoufov, le gaz russe commence à se concurrencer lui-même en Europe.

Le ministre considère, en outre, qu'il est "préjudiciable" de vendre son gaz entre 110 et 130 dollars le millier de mètres cubes, alors que les consommateurs finaux européens le paient 300 dollars à leurs fournisseurs. "La Russie, par conséquent, subventionne l'économie européenne et le business des revendeurs de gaz russe", souligne-t-il. Selon les chiffres fournis par le ministère de l'Energie, les pertes annuelles essuyées par la Russie du fait de cette pratique atteignent des sommes astronomiques : plus de 700 millions de dollars. Avec l'augmentation de la consommation de gaz en Europe (son doublement est prévu pour 2010), et au fur et à mesure de la progression des exportations de gaz russe, ces pertes vont être multipliées.

La Russie vend plus du tiers de son gaz à l'étranger. Elle assure 45% des exportations mondiales. Avec les volumes actuels de production, estime Igor Youssoufov, elle possède du gaz naturel pour 100 ans. Mais la nouvelle politique d'importation gazière de l'UE remet en question la réalisation des projets d'exploitation des gisements du Nord et de la Sibérie, qui nécessitent des investissements très lourds. Car les calculs des plans d'investissements à long terme dans le secteur gazier et le développement de l'infrastructure de transport du gaz se trouvent mis à mal. "On ne voit pas comment, dans ces conditions, l'on pourrait s'accorder sur la mise en valeur du gisement de Chtokmanovskoïé, le plus important d'Europe, en mer de Barents, et achever la construction du nouveau gazoduc Yamal-Biélorussie-Europe", renchérit le vice-Premier ministre Viktor Khristienko.

En termes économiques, on parle de "monopole", mais aussi, à l'opposé, de "monopsonne" – situation de diktat monopoliste de l'acheteur. L'UE nous offre, au fond, sur le marché du gaz, un cartel d'acheteurs de ce type. Ce cartel contraint les pays fournisseurs à vivre selon ses propres règles, en privilégiant ses propres intérêts, sans même prendre en compte les intérêts de ses propres partenaires. Si les choses devaient perdurer, point n'est besoin d'être grand clerc pour prévoir, en retour, la naissance à brève échéance d'un cartel gazier des exportateurs de gaz, d'une sorte d'OPEP.

L'idée de défendre collectivement ses intérêts est soutenue, outre la Russie et les pays producteurs de gaz membres de la Communauté des Etats indépendants, par plusieurs autres Etats (Algérie, Libye, Qatar, Irak, Iran, Bahreïn, Brunei). Ces derniers, les "sept", fournissent à eux seuls 16% de la production mondiale. Autant dire que le cartel gazier pourrait contrôler les deux tiers du marché mondial du gaz et peser effectivement sur les prix. Par conséquent, un puissant acteur s'engagerait dans l'actuelle "voie à sens unique" de l'Europe. Une collision frontale (des intérêts) serait alors inévitable...

Et si l'UE venait à opposer son veto aux livraisons de gaz russe, et plus généralement à celles en provenance des pays de la CEI, la réponse à la question de savoir qui en souffrirait le plus ne serait pas évidente, selon Igor Youssoufov. Car l'Europe n'a pas, et n'aura pas d'alternative à ce gaz, ni pour les prix, ni pour les volumes.

*(Agence RIA-Novosti)*